

Unité départementale de la Côte-d'Or
21 Bld Voltaire
CS 27912
21035 Dijon

Dijon, le 30/08/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/08/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SARPI MINERAL FRANCE

**ECOPOLE DES GRANDS MOULINS
21270 Drambon**

Références : 2024-312
Code AIOT : 0005401112

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/08/2024 dans l'établissement SARPI MINERAL FRANCE implanté ECOPOLE DES GRANDS MOULINS 21270 Drambon. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection est intervenue dans le cadre de l'action nationale 2024 sur les substances per- et polyfluoroalkylées (PFAS). Elle a consisté à veiller au respect des dispositions de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 "PFAS".

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARPI MINERAL FRANCE
- ECOPOLE DES GRANDS MOULINS 21270 Drambon

- Code AIOT : 0005401112
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux (ISDND), comprise dans le périmètre de l'Ecopôle des Grands Moulins, est située sur la commune de DRAMBON dans le département de la Côte d'Or et exploitée par la société SARPI MINERAL FRANCE.

Thèmes de l'inspection :

- AN24 PFAS

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Sans objet
2	Réalisation des campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	Sans objet
3	Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
4	Exigences pour le prélèvements	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
5	Précisions des mesures	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
6	Déclaration des résultats GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a connaissance des attendus de l'arrêté du 20 juin 2023 et a entrepris les démarches pour répondre aux prescriptions. Il a déjà entamé une réflexion sur l'identification et la quantification des PFAS entrant sur son site via les déchets apportés ainsi que sur la capture des PFAS présents dans les eaux pluviales avant rejet au milieu.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des substances PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2024, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la</p>

date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté une liste (mise à jour le 25/07/2024) des substances PFAS utilisées sur son installation. Elle comprend uniquement des extincteurs à eau + additifs (4 unités de 9 litres, 17 de 6 litres et 2 de 45 litres).</p> <p>Cette liste est complétée par une synthèse des campagnes d'analyses réalisées dans le cadre de l'arrêté PFAS du 20/06/2023. Cette synthèse liste les différentes molécules de PFAS détectées en sortie de bassin d'eaux pluviales (voir point de contrôle suivant). En raison de la diversité de déchets collectés et traités sur le site, la liste exhaustive des substances entrantes contenant des PFAS n'est pas disponible.</p> <p>Cependant, l'exploitant a mis à jour son modèle de Fiche d'Identification de Déchet (FID) en vue de la délivrance du Certificat d'Acceptation de déchets : il est demandé au producteur de déchets de déclarer la présence ou non de PFAS et de préciser la concentration totale en PFAS dans les déchets apportés sur le site.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Réalisation des campagnes d'analyse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3
Thème(s) : Actions nationales 2024, Exhaustivité des paramètres analysés et échéances
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'ensemble des paramètres obligatoires ont fait l'objet d'analyses (20 PFAS + AOF + 8 PFAS facultatifs).</p> <p>En 2024, les campagnes de prélèvements ont été réalisés sur l'ensemble des bassins : 4 bassins collectant les eaux pluviales de l'ISDD, 3 bassins collectant les eaux pluviales de l'ISDND et sur 1 bassin collectant les condensats du processus de traitement des lixiviats.</p> <p>Les rejets des bassins BPK1, BPK1b et BPK1c (ISDD) ainsi que les rejets du bassin BPK2a (ISDND) font l'objet depuis 2023 d'un traitement au charbon actif, permettant l'abattement des PFAS. Les résultats d'analyses sur les eaux en sortie de ces bassins montrent l'absence de PFAS après traitement, excepté pour une des analyses (0,14 µg/L pour le PFOS sur le bassin BPK2a).</p> <p>Pour les bassins dont les rejets ne font pas l'objet de filtration au charbon actif (bassins BPK2b, BPK2Am et BPK1d), les mesures réalisées montrent des teneurs significatives en PFAS. Concernant les bassins BPK2Am et BPK1d, l'exploitant ne prévoit pas de traitement à ce stade dans la mesure où les rejets au milieu sont peu fréquents. L'exploitant indique étudier la mise en place de</p>

charbon actif sur le bassin BPK2b.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2024, Accréditation des organismes mandatés
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2° de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le prestataire qui a réalisé les prélèvements est accrédité par le COFRAC pour l'échantillonnage en vue d'analyses physico-chimiques en eaux résiduaires.</p> <p>Le prestataire qui a réalisé les analyses (AL-West B.V. - Dortmundstraat 16B, 7418 BH, Deventer, The Netherlands) est accrédité par le Raad Voor Accreditatie (Dutch Accreditation Council), signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination Européenne des Organismes d'Accréditation, en vue d'analyses physico-chimiques des eaux souterraines.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Exigences pour le prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2024, Exigences pour le prélèvement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation.</p> <p>Les prélèvements sont effectués au(x) point(s) de rejet aqueux avant toute dilution avec d'autres effluents.</p> <p>Les prélèvements sont réalisés pour les substances énumérées à l'article 3 à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures. Dans le cas où il est impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels, si la nature des rejets le justifie, sont réalisés. L'exploitant justifie alors cette impossibilité.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les rejets directs au milieu naturel (rivière « La Bèze ») ou indirects (fossé de la Borde) se font uniquement par bâchée depuis l'un des bassins paysagers.</p> <p>Les prélèvements ont donc été réalisés soit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - en composite manuel (mélange d'échantillons instantanés espacés de 30 min) pour les 4 bassins

<p>d'eaux pluviales équipés d'une unité de filtration par charbon actif.</p> <p>- en prélèvement unique pour les 4 autres bassins d'eaux pluviales, sans filtration.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Précisions des mesures

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Respect des limites de quantification</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3, une limite de quantification de 2 µg/L est respectée.</p> <p>Pour chacune des substances PFAS mentionnées au 2° et au 3° de l'article 3, une limite de quantification de 100 ng/L est respectée.</p> <p>Si une substance PFAS n'est pas quantifiée ou quantifiée à une concentration inférieure à 100 ng/L, la mention « non quantifiée » est précisée.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les limites de quantification mentionnées dans les rapports d'analyses sont conformes aux prescriptions de l'arrêté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Déclaration des résultats GIDAF

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Restitution des résultats sur GIDAF</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.</p>
<p>Constats :</p> <p>Tous les résultats des campagnes d'analyses (mars, avril et mai 2024) étaient disponibles sur GIDAF le jour de l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>